



**HAL**  
open science

## “ Le bilan des printemps arabes est clairement négatif ”

Stéphane Lacroix, Alain Dieckhoff

### ► To cite this version:

Stéphane Lacroix, Alain Dieckhoff. “ Le bilan des printemps arabes est clairement négatif ”. 2022.  
hal-04222936

HAL Id: hal-04222936

<https://sciencespo.hal.science/hal-04222936>

Submitted on 29 Sep 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License

# « LE BILAN DES PRINTEMPS ARABES EST CLAIREMENT NÉGATIF »

---

**Stéphane Lacroix et Alain Dieckhoff, Centre de recherches internationales (CERI), Sciences Po/CNRS**

*Les Analyses du CERI, 25 janvier 2016*

*Stéphane Lacroix* : La situation est décevante pour toutes les personnes qui ont vu dans les printemps arabes de 2011 une possibilité d'émancipation pour des peuples qui vivaient depuis des décennies sous des régimes autoritaires. L'autoritarisme a résisté, il s'est même réinventé de manière plus brutale dans un certain nombre de pays, en Egypte mais bien plus encore en Syrie, où des centaines de milliers de personnes sont mortes au cours des dernières années.

Cinq ans après 2011, le bilan est sombre : nous avons, d'un côté, des Etats qui se sont effondrés, avec des zones livrées à la guerre civile et au chaos politique qui profitent à des organisations comme l'Etat islamique - en Irak, en Syrie ou en Lybie ; et d'un autre côté, des régimes autoritaires, qui ont survécu ou, dans le cas de l'Egypte, sont revenus au pouvoir sous une forme nouvelle, au prix d'une répression brutale et souvent profondément dommageable pour le contrat social comme c'est le cas au Bahreïn. Dans ce petit émirat, les tensions sociales et confessionnelles existent depuis des décennies. Jusqu'en 2011, elles s'inscrivaient dans un cadre semi-autoritaire qui, en dépit de tout, limitait les tensions et la violence de l'Etat. Ce contrat social est aujourd'hui rompu puisque le régime s'est maintenu au prix de cassures qui vont être très difficiles à réparer. On pourrait étendre ce constat aux autres pays du Golfe tel le Koweït, qui a longtemps été un pays ouvert avant que les autorités accentuent leur répression. Le seul pays à faire exception serait la Tunisie qui est un succès ou plutôt un demi-succès, qui nous donne de l'espoir mais nous prévient également contre toute illusion. En réalité, la Tunisie est un succès partiel et menacé car si un régime pluraliste et démocratique a pu s'établir dans le pays, toute la question des inégalités sociales, l'un des ressorts de la révolution de 2011, a été oubliée et sacrifiée sur l'autel de

tractations politiciennes entre des forces politiques de bords différents qui ont réussi à s'entendre en faisant l'impasse précisément sur la question sociale. Le pluralisme démocratique est en outre aujourd'hui menacé par le retour d'une certaine logique sécuritaire alimentée par la menace du terrorisme qui donne des arguments à certains « étatistes », souvent héritiers du régime Ben Ali, qui font aujourd'hui partie de la coalition politique au pouvoir et qui considèrent que dans une époque marquée par le terrorisme, certaines libertés fondamentales, chèrement acquises au cours des cinq dernières années, se doivent d'être sacrifiées. Cette question de la frontière entre liberté et sécurité se pose aussi dans des pays non arabes comme on peut le voir en France. Dans une Tunisie qui est une phase de consolidation démocratique, ce débat est toutefois particulièrement inquiétant car un retour en arrière serait relativement aisé dès lors que les bases de la démocratie ne sont pas encore consolidées.

*Alain Dieckhoff* : Le bilan des printemps arabes est en effet clairement négatif. Pour comprendre pourquoi, il faut revenir à ce qui s'est passé et à ce qui ne s'est pas passé depuis cinq ans, je veux dire revenir à ce qui a commencé en Tunisie puis s'est développé en Egypte et dans le monde arabe. L'idée qu'il y aurait un effet domino du processus révolutionnaire sur l'ensemble des pays de la zone à partir de la Tunisie est vite apparu comme une erreur. L'expérience révolutionnaire a eu un écho mais elle n'a pas touché l'ensemble des pays. Dans beaucoup d'entre eux comme les Emirats arabes unis ou le Qatar, il ne s'est rien passé du tout ; dans d'autres, les choses n'ont pas duré très longtemps comme en Arabie Saoudite, au Koweït, dans le Golfe de manière générale. L'Algérie est également restée en dehors du processus. De nombreux régimes n'ont jamais été menacés.

Certains pays ont connu des changements politiques importants mais la Tunisie est le seul à avoir réussi sa transition démocratique. En Egypte, les frères musulmans se sont retrouvés au pouvoir puis il y a eu une contre-révolution, une restauration de l'ordre autoritaire sous des modalités plus brutales. En Lybie, le régime Kadhafi, au pouvoir depuis 1969, s'est effondré et nous sommes aujourd'hui dans une situation de chaos généralisé. En Syrie, les choses ne se sont pas passées comme beaucoup le pensait. Bachar el-Assad a mieux résisté que prévu et le

pays est aujourd'hui dans une situation de guerre endémique. Le Yémen est, pour d'autres raisons, dans la même situation. Ces trois pays partagent un trait commun : l'Etat y a une faible légitimité. Si la Lybie est une construction artificielle des Italiens et la Syrie une fabrication des Français et des Anglais, le Yémen est, lui, une ancienne entité politique qui est cependant en voie d'effondrement. La raison tient au fait que la réunification de 1990 n'a pas été vraiment achevée, elle était contestée par certains sudistes et puis les clivages entre sunnites et zaydites se sont exacerbés, ce qui produit une situation de chaos tout comme en Irak. Dans ce pays, la fragmentation des forces centrifuges est antérieure à 2011 mais elle s'est indéniablement exacerbée. Aujourd'hui, l'Irak est divisé entre des zones contrôlées par les chiites, des territoires contrôlés par les Kurdes et une zone sunnite où Daesh s'est implanté. Il est intéressant de voir que le djihadisme à la mode Daesh prospère dans les Etats effondrés ou aux périphéries d'autres Etats comme le Sinaï en Egypte.

Enfin, il convient d'évoquer les monarchies personnelles – Maroc, Jordanie –, qui contrairement aux monarchies du Golfe ont connu des mobilisations assez importantes mais dans lesquelles les monarques ont réformé pendant qu'il en était encore temps et sont finalement parvenus à gérer le processus révolutionnaire qui, en théorie, aurait pu les emporter. Les monarchies familiales du Golfe ont, elles, conservé leur modèle autoritaire et brisé toute potentialité de contestation en redistribuant l'argent du pétrole. Les monarchies personnelles, qui ne disposent pas de ces ressources et ont été obligées de négocier dans un espace plus libéralisé, s'en sont néanmoins assez bien sorties en utilisant leurs propres ressources de légitimité et en intégrant une partie de l'opposition (l'actuel Premier ministre marocain est un islamiste). Globalement, les monarchies ont eu une capacité d'intégration différenciée des islamistes plus grandes que les républiques.

*Stéphane Lacroix* : Je suis tout à fait d'accord mais je m'interroge cependant sur la catégorie « monarchie » même si toutes les monarchies possèdent un discours de légitimité – la légitimité traditionnelle de Max Weber – qui manque aux régimes présidentiels et fait qu'elles ont effectivement mieux résisté aux forces de protestation que ces derniers.

Il existe néanmoins deux types de monarchies. Nous avons d'un côté les monarchies personnelles, effectivement comme le Maroc ou la Jordanie, où le roi, qui est au-dessus du système et dont la position n'est jamais menacée, peut former et reformer des coalitions à sa guise. Cette flexibilité lui permet d'être très réactif en cas de pression politique ou sociétale ; il peut intégrer ou d'exclure tel ou tel acteur quand il en a besoin, une réactivité et un pouvoir dont ne dispose pas par exemple le président syrien. Dans ce dernier pays, si la coalition au pouvoir se délite ou se reforme, le régime s'effondre. Le régime n'a pas d'autre solution que d'être ce qu'il est. Il ne peut d'aucune façon céder un pouce de son pouvoir.

C'est pourquoi essayer de séparer la question de Bachar el-Assad de celle du régime syrien est une absurdité totale. Dans les négociations actuelles sur la Syrie, les Occidentaux semblent avoir abandonné l'idée d'une chute du régime syrien et se contentent d'insister sur le départ de Bachar el-Assad, présenté comme le minimum acceptable pour l'opposition. C'est oublier que Bachar est indissociable de son régime, dont il n'est en réalité que l'instrument.

Deuxième catégorie de monarchies, les monarchies pétrolières, qui possèdent d'importantes capacités de redistribution. Ainsi, entre février et mars 2011, la monarchie saoudienne a distribué à sa population 130 milliards de dollars en aides diverses : création d'emploi, bonus salariaux, etc. Tous les fonctionnaires ont reçu deux mois de salaire comme cadeau du prince. La marge de manœuvre dont disposent ces monarques n'est pas la même que celle des monarques personnels mais *in fine* elle produit les mêmes effets, puisqu'elle permet les mêmes logiques de cooptation.

Le Koweït fait cependant exception, le pays est une monarchie pétrolière qui, contrairement à tous ses voisins, est également une semi-démocratie avec, depuis la fin des années 1930, un parlement fonctionnel doté de réels pouvoirs. Le Koweït a connu depuis 2011 d'importantes manifestations, souvent menées par des acteurs parlementaires qui ont voulu sortir du parlement pour prolonger dans la rue la logique de contestation parlementaire. Les choses ne se sont cependant pas passées comme au Maroc et en Jordanie : la monarchie koweïtienne a fait taire la contestation mais au prix d'un virage répressif

assez inédit et le pays est aujourd'hui moins libre qu'il ne l'était par le passé.

*Alain Dieckhoff* : Il nous faut également évoquer la dimension régionale qui est une variable capitale au Moyen-Orient. On ne peut comprendre les pays de cette région à travers le prisme d'une simple lecture interne ; la Syrie ou le Yémen doivent être observés dans un cadre régional où interviennent une quantité d'Etats extérieurs. Dans le cas de la Syrie, la Turquie, l'Iran, *via* le Hezbollah libanais qui est sur le terrain aux côtés de Bachar el-Assad, et les Etats sunnites de la péninsule qui aident les groupes islamistes sunnites divers et variés ; pour le Yémen, l'Arabie Saoudite qui tente de damner le pion des houthistes (zaydites), eux-mêmes soutenus par l'Iran. La complexité de la situation est à la fois interne et liée à l'intervention permanente d'acteurs régionaux. Par ailleurs, nous sommes face à une sédimentation de l'opposition entre sunnites et chiites, qui constitue une ligne de fracture majeure aujourd'hui au Moyen-Orient (celle-ci n'existe pas au Maghreb où les chiites sont très peu nombreux). Cette opposition entretient la rivalité entre l'Arabie Saoudite et l'Iran et joue un rôle structurant dans la région qui rend toute sortie par le haut compliquée. De leur côté, les puissances extérieures – les Etats Unis et la Russie – oscillent entre non intervention et intervention tous azimuts mais sans véritable coordination ni stratégie. Tout cela est inquiétant et n'aide pas à sortir du chaos.

*Stéphane Lacroix* : La dimension régionale est porteuse d'une dynamique distincte des dynamiques révolutionnaires. On peut même dire qu'elle a pris en otage les dynamiques révolutionnaires au nom d'intérêts géopolitiques régionaux. Les Saoudiens ont fait leur propre lecture des crises de la région à partir de leur intérêt national sans se soucier réellement des aspirations des peuples de la région. Ainsi, les Saoudiens, obsédés par le maintien de *statu quo*, ont presque toujours joué la carte de la contrerévolution sauf en Syrie, où la rivalité avec l'Iran a été la plus forte et où ils se sont rangés dans le camp des révolutionnaires, davantage au nom de la lutte contre l'Iran qu'au nom de la révolution. C'est pourquoi on trouve aujourd'hui en Syrie des révolutionnaires qui reçoivent le soutien d'acteurs extérieurs qui ne partagent pas leur objectifs mais qui vont influencer sur la logique des

acteurs de terrain – celui qui paie ayant forcément son mot à dire – ou bien des acteurs de terrain qui doivent ajuster leur discours à celui de leur bailleur de fonds pour obtenir le maximum de ce dernier. Un certain nombre de logiques de terrain se sont retrouvées modifiées, réinventées par ces interventions extérieures dans un sens qui n'était pas initialement le leur.

En Syrie, on est donc à la fois toujours dans un processus révolutionnaire et à l'ère de la contrerévolution – nationale et régionale. Le jeu géopolitique des uns et des autres a néanmoins aujourd'hui tendance à masquer les dynamiques locales. On a parfois le sentiment que les acteurs internationaux ou régionaux manipulent les groupes locaux comme des pions mais les choses sont plus compliquées. La montée en puissance de Daesh et des organisations djihadistes nous aveugle et nous empêche de voir qu'une dynamique révolutionnaire demeure à l'œuvre et que celle-ci se poursuit quand et comme elle le peut.

Une partie des acteurs qui se battent sur le terrain le font au nom de la révolution syrienne même si un certain nombre d'entre eux ont islamisé leur discours ou basculé dans un camp qui pourrait être qualifié de djihadiste. Beaucoup se réclament à la fois d'un discours djihadiste et confessionnel et de la révolution syrienne comme par exemple le groupe Ahrar al-Sham, le plus important de l'opposition « non-Daesh et non-Al-Qaida » et qui est le produit de cet agrégat entre logique révolutionnaire, logique régionale et logique confessionnelle et qui, pour cette raison, est difficile à saisir et à comprendre. Selon ses positionnements ou ses déclarations, il est qualifié de telle ou telle manière mais en réalité, il défie toutes les catégories.

Ces dynamiques révolutionnaires ne doivent pas être oubliées même si elles coexistent avec d'autres qui parfois prennent le pas sur elles. En Syrie, on est dans quelque chose qui est encore en cours ; par conséquent, la lisibilité du conflit est particulièrement difficile.

*Alain Dieckhoff* : Cela renvoie à un point que l'on a pu observer au tout début de ce qu'on a appelé le printemps arabe : si on a assisté à des mouvements de nature similaire au sein de pays différents et s'il peut persister encore aujourd'hui en Syrie des dynamiques de transformation politique, celles-ci comme les mobilisations de Tunisie

ou d’Egypte sont advenues ou adviennent dans le cadre de l’Etat existant. On a parlé de printemps arabe pour qualifier l’ensemble de ces mouvements, comme s’il existait une unité du phénomène. En réalité, dès le départ, les mobilisations se sont inscrites dans le cadre de l’Etat existant. Dans les rues, les manifestants brandissaient leur drapeau national, jamais le drapeau panarabe. Ils se battaient pour transformer leur propre Etat et non pas comme dans les années 1950 ou 1960, pour supprimer les frontières et créer un Etat unique panarabe. Comme l’ont montré les frères musulmans en Egypte, ceci est également vrai pour les islamistes à l’exception toutefois d’un groupe comme Daesh qui, au-delà des méthodes barbares qu’il peut utiliser, possède une dimension idéologique et un projet politique – le rétablissement du califat – de remise en cause des frontières et de création d’une entité politique qui soit autre chose qu’un Etat territorial.

En ce sens, Daesh représente l’inverse de ce qui s’est passé en 2011, où les mouvements de transformation politique s’inscrivaient chacun dans leur Etat national. Il n’est pas issu du processus révolutionnaire mais plutôt de la décomposition des Etats qu’il a suscitée. La dynamique de Daesh est aujourd’hui celle qui a le vent en poupe tandis que la transformation politique des Etats est sur le reflux comme on peut le voir en Egypte.

*Stéphane Lacroix* : Expliquer l’Etat islamique est un exercice difficile car les causalités du phénomène sont multiples, on est véritablement à la convergence de nombreuses causalités. C’est déjà vrai au Moyen-Orient, ça l’est encore plus si on ajoute la dimension du recrutement européen de Daesh.

Je dirai que Daesh est à la confluence de trois dynamiques. Il est à sa manière l’expression d’une dynamique révolutionnaire, certes une version pervertie de celle de 2011 mais les activistes de Daesh possèdent un projet radical de remise en cause de toutes les structures politiques, sociales et religieuses et proposent une utopie qui serait la solution à tous les maux de la région. Cela attire de nombreuses personnes. Certains Egyptiens qui rejoignent Daesh ont auparavant milité dans les rangs de la révolution égyptienne, y compris dans des mouvements non islamistes. Idem pour les Syriens. Certains de ceux dont les attentes de changement ont été déçues et qui ont subi la

violence de la répression voient dans Daesh la dernière alternative révolutionnaire disponible.

La deuxième dynamique est confessionnelle. La confessionnalisation des populations, parfois sous couvert de discours laïc, orchestrée depuis des décennies par les régimes, celui d'Assad, celui de Saddam Hussein et celui de Nouri el-Maliki en Irak, profite aujourd'hui à Daesh qui se pose en protecteur des sunnites. Le jeu régional, notamment le rôle de la guerre froide irano-saoudienne, a également alimenté cette dynamique confessionnelle.

Enfin, et c'est la troisième dynamique, la force de Daesh est d'être un projet à la fois révolutionnaire et contrerévolutionnaire. Le mouvement est une résurgence sous de nouveaux atours de l'Etat baasiste : on le voit très clairement lorsqu'on regarde l'organigramme de son appareil sécuritaire où l'on trouve nombre d'anciens cadres irakiens. Après avoir travaillé durant des décennies dans un Etat sécuritaire, ils mettent aujourd'hui leur savoir-faire à profit. Cela explique qu'ils soient parvenus à faire de Daesh un quasi-Etat. Ils savent en effet parfaitement ce qu'est un Etat : ils ont vécu dans cette structure, ils ont appartenu à un Etat fort durant une longue époque.

Daesh peut ainsi susciter un certain assentiment des populations car, paradoxalement, le mouvement est porteur de retour à l'ordre et à la sécurité. Les personnes qui vivent dans les zones contrôlés par lui apprécient de vivre sur un territoire régi par une police, des règles, un Etat de droit même si cet Etat de droit punit celui qui s'en écarte de façon brutale et si le droit est fondé sur une interprétation extrêmement rigoriste de la charia. En Egypte, le maréchal Sissi est populaire pour cette même raison, le retour à l'ordre, même si celui-ci, bien que différent de celui de Daesh, est également partiel et brutal. Après des années de processus révolutionnaire, de chaos généralisé, voire de guerre civile, une grande partie de la population souhaite voir revenir l'ordre, et ce quel que soit cet ordre. En Egypte, beaucoup se sont résignés à l'arrivée d'un maréchal, au retour d'un crypto-nassérisme qui leur offre peut-être moins de liberté mais qui leur permet de vivre en sécurité.

Par ailleurs, Daesh a eu la chance d'être plutôt épargné par les

interventions militaires de ses ennemis. Depuis la constitution de la coalition internationale, Daesh est plus souvent bombardé mais les bombardements se veulent ciblés et dirigés contre des endroits stratégiques, ce qui – même si cela n'exclut pas les bavures – fait que l'on vit concrètement beaucoup mieux dans une ville contrôlée par Daesh que dans un territoire tenu par l'opposition syrienne où l'on est bombardé par les Russes et l'armée syrienne et où les bombes tombent presque quotidiennement sur des quartiers civils ou des marchés. Daesh se situe quelque part entre ces trois logiques, en partie contradictoires mais qui expliquent pourquoi le mouvement a réussi à s'inscrire durablement dans ce Moyen-Orient traversé par toutes ces dynamiques dont nous avons parlé.

*Alain Dieckhoff* : La question de la demande de sécurité est essentielle, elle explique en grande partie que cinq ans après le début des printemps arabes, le bilan soit si décevant. Pour les révolutionnaires, la véritable difficulté est celle que représente la transition : la sortie d'un régime autoritaire et l'établissement progressif d'un régime plus libéralisé et si possible démocratique. Au départ, nous sommes face à un processus d'effervescence révolutionnaire qui entraîne une multiplication des partis, l'espace politique devient saturé des projets les plus contradictoires. Sortir de l'autoritarisme, notamment dans les pays où le régime faisait corps avec l'Etat comme la Lybie ou la Syrie, stabiliser le post-autoritarisme est une opération extrêmement compliquée parce qu'il faut à la fois parvenir à assurer la pérennité de l'Etat et asseoir la légitimité de celui-ci sur un ordre désormais pluralisé. L'idéal aurait été d'éliminer, d'éloigner les personnes les plus compromises tout en gardant des cadres de l'ancien régime sur lesquels il était possible de s'appuyer. Dans certains pays, des opposants sont rentrés d'exil mais souvent ils n'avaient pas mis les pieds sur leur terre natale depuis vingt ou trente ans, ils étaient souvent coupés de la réalité et manquaient d'expérience politique. Par ailleurs, exclure d'autorité toutes les personnes ayant occupé des postes à responsabilité sous l'ancien régime - comme cela a été le cas en Lybie où tous ceux ayant pris part à l'exercice du pouvoir à partir du 1er septembre 1969, date de l'arrivée de Kadhafi, jusqu'à sa chute en octobre 2011, ont été exclus de la vie politique pendant dix ans - a été une grave erreur. En se privant ainsi de cadres capables de faire

fonctionner l'Etat, la transition est très difficile.

Dans les Etats d'Europe centrale et orientale, au moins dans une première phase, les personnes qui avaient été liées de près ou de loin au régime communiste, les membres de l'ancienne *nomenklatura* n'ont pas été ostracisés en bloc, au contraire, on a essayé de les intégrer dans le jeu politique, ce qui explique que la transition postcommuniste a été mieux réussie.

*Stéphane Lacroix* : Il est difficile de savoir ce qu'il convient de faire des acteurs des anciens régimes, et cela a été une des grandes questions là où il y a eu transition. On peut les laisser en place, ce qui a été fait en Egypte où l'armée a été la garante de la continuité du système. La grande bourgeoisie et les hommes d'affaires continuent alors de posséder le pouvoir économique et médiatique. Si le régime pluraliste qui se met en place leur propose un environnement dans lequel ils se sentent bien, ils peuvent tourner casaque mais dès lors que l'on entre dans une période aussi compliquée et profondément déstabilisante que l'est souvent la transition, il est probable que ces membres de l'ancien régime préfèrent revenir à leurs premières amours. C'est ce qui s'est passé en Egypte.

Mais le résultat peut s'avérer tout aussi désastreux lorsqu'on choisit, comme en Libye, de mettre en place un loi dite d'« isolation politique » qui interdit à toutes les personnes ayant exercé sous le régime Kadhafi, c'est-à-dire l'essentiel de la technocratie libyenne y compris des gens qui avaient rejoint l'opposition au Guide suprême depuis les années 1980 mais qui auparavant avaient occupé par exemple la fonction d'ambassadeur, de participer à la vie politique. C'est en effet cette loi d'isolation politique qui a été l'étincelle du conflit auquel on assiste aujourd'hui en Libye et qui a débouché sur la fragmentation du pays en deux camps rivaux.

Les deux mesures – d'un côté, ne rien faire ; de l'autre, interdire à quasiment tous les responsables de l'ancien régime de participer à la transition – sont inverses mais *in fine*, elles produisent les mêmes effets : en Egypte, les acteurs de l'ancien régime sont revenus au pouvoir ; en Lybie, ils ont pris les armes.

En Tunisie, il y a eu une sorte d'entre-deux. On a essayé, au moins dans un premier temps, de tenir un certain nombre de personnes à l'écart et on a permis à d'autres de s'intégrer dans le jeu politique. Les choses se sont davantage passées comme dans les ex-pays communistes, avec aujourd'hui un retour des acteurs de l'ancien régime se proclamant « convertis » à la démocratie.

Le jeu des acteurs régionaux constitue la deuxième difficulté. En effet, on est au Moyen-Orient dans un environnement où les acteurs dominants ne sont pas favorables au changement, contrairement encore une fois à ce qui s'est passé pour les pays ex-communistes où l'environnement proche encourageait la transition. Au Moyen-Orient, nous sommes face à des *spoilers*, des perturbateurs, fondamentalement opposés à tout changement soit parce qu'ils ont peur d'une contagion soit parce qu'ils poursuivent d'autres intérêts géopolitiques déconnectés des enjeux révolutionnaires. Ces *spoilers* peuvent néanmoins s'agréger à ces derniers et pervertir les logiques révolutionnaires. On a pu le constater en Egypte : le rôle de l'armée et le choix qui a été fait de laisser les acteurs de l'ancien régime en place explique en partie l'échec de la transition égyptienne. Cependant, les acteurs extérieurs – Emirats Arabes Unis et Arabie Saoudite – ont également eu un rôle non négligeable dans ce pays. Dès le départ (très tôt pour les Emiratis, plus tard pour les Saoudiens qui se sont décidés à agir seulement lorsque les frères musulmans sont arrivés au pouvoir), ils ont tout fait pour éviter que le changement s'inscrive dans la continuité.

La grande chance de la Tunisie est d'avoir été à l'écart de tout cela, d'avoir plutôt bien su géré la sortie de l'ancien régime et de ne pas posséder une armée forte et politisée en mesure d'intervenir dans le jeu politique comme en Egypte ou capable d'être le joker que les uns ou les autres peuvent sortir quand ils s'estiment perdants politiquement. On a pu observer ce phénomène en Egypte où les perdants des élections, se sentant menacés par l'hégémonie du camp adverse, ont demandé aux militaires d'intervenir et de faire basculer les équilibres en leur faveur. Par la suite, un certain nombre d'entre eux ont été surpris que l'armée décide de rester au pouvoir. De fait, beaucoup de ceux qui sont allés manifester le 30 juin 2013 contre le président

Mohamed Morsi n'étaient pas favorables à une prise de pouvoir de l'armée, même si une partie s'en est accommodée.

En somme, la Tunisie possède une double chance : d'une part, sa situation à l'écart des grandes lignes de faille stratégiques régionales lui assure une certaine tranquillité ; d'autre part, le pays ne constitue pas un enjeu pour les Saoudiens ou les Iraniens.